



Un nouveau rapport présente des stratégies financières innovantes pour combler le déficit d'investissement de 77 milliards de dollars US dans le secteur agroalimentaire en Afrique

Un groupe d'experts dévoile des stratégies de mobilisation des financements permettant de renforcer les investissements publics et privés dans le secteur agroalimentaire en Afrique en faveur de la croissance, de la sécurité alimentaire et de la résilience

KIGALI, le 7 août 2025 – Un nouveau rapport révèle que pour concrétiser les ambitions de transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique, il est crucial de débloquer des sources de financement inédites et novatrices et de déployer des interventions dans des secteurs interdépendants tels que l'énergie, le commerce, les infrastructures et les transports, dans un contexte d'évolution constante de la dynamique de l'aide internationale.

La dernière publication du Panel Malabo-Montpellier, composé d'experts en agriculture et en sécurité alimentaire, intitulée [**MONEYWISE : Policy Innovations to Finance Africa's Agrifood Systems**](#) examine les exigences et les défis liés au financement des systèmes agroalimentaires en Afrique et montre comment mettre en œuvre des interventions financières stratégiques pour tirer parti des opportunités de transformation de ces systèmes. Le rapport comprend également des études de cas sur le Malawi, le Maroc et le Rwanda, des pays qui ont réussi à mettre en place des systèmes agroalimentaires plus inclusifs, résilients et compétitifs grâce à des réformes et des modèles de financement remarquables.

Ce rapport est publié à un moment crucial, dans un contexte de réduction de l'aide publique au développement qui suscite des préoccupations quant au financement de la transformation des systèmes agroalimentaires en Afrique face aux contraintes budgétaires, aux inégalités croissantes et aux chocs climatiques.

En Afrique, le secteur agroalimentaire constitue un levier important pour atteindre les objectifs de développement, car il assure les revenus de millions de personnes et soutient la nutrition, la santé, l'emploi et l'industrialisation. Les dépenses publiques consacrées à l'agriculture en Afrique ont considérablement augmenté (de 138 milliards de dollars US en 1990 à 449 milliards de dollars US en 2023), mais la part de l'agriculture dans les dépenses publiques totales a diminué d'environ 55 % au cours de la même période. Pour transformer les systèmes agroalimentaires africains d'ici 2030, on prévoit un besoin de financement annuel de 77 milliards de dollars US, dont 62 milliards provenant du secteur privé et 15 milliards issus de sources publiques.

Selon **Dr Ousmane Badiane**, Président d'AKADEMIYA2063 et Coprésident du Panel Malabo Montpellier : « Il est primordial d'élaborer des stratégies inédites et novatrices pour transformer durablement les systèmes agroalimentaires en Afrique. Le présent rapport montre que des politiques publiques stratégiques, conçues pour consolider les écosystèmes financiers nationaux, favoriser les investissements judicieux et encourager la coopération transfrontalière entre les différentes parties prenantes, peuvent impulser une croissance inclusive, améliorer la sécurité alimentaire et renforcer la résilience climatique à travers le continent. »

Rendu public lors du 16e Forum Malabo Montpellier, en présence de hauts représentants des gouvernements africains, d'experts des secteurs financier et agroalimentaire et de partenaires au développement, le rapport soutient que, pour exploiter l'immense potentiel du secteur agroalimentaire en Afrique, il convient non seulement de renverser la tendance décroissante des financements publics nationaux mais aussi d'accorder une place significative aux investissements du secteur privé et aux financements internationaux pour le développement.

Les études de cas présentées dans le rapport, qui portent sur **le Malawi, le Maroc et le Rwanda**, révèlent que s'attaquer aux problématiques de gouvernance et de réglementation tout en renforçant les capacités institutionnelles permettra de multiplier les opportunités d'investissement et de promouvoir la résilience à long terme.

Le **Malawi** a créé le Fonds national pour l'autonomisation économique (NEEF - *National Economic Empowerment Fund*). Ce fonds permet, d'une part, de fournir des services financiers accessibles et durables visant à renforcer l'autonomie financière des populations marginalisées, notamment les femmes, les jeunes et les personnes handicapées et, d'autre part, de soutenir le développement économique rural et la commercialisation agricole. Il s'agit d'une institution de microfinance qui n'accepte pas de dépôt. Le NEEF est principalement financé par des capitaux d'amorçage publics et des allocations budgétaires nationales et propose un modèle de prêt renouvelable qui permet de maintenir le capital en réinvestissant les remboursements.

Le Fonds de Développement Agricole du **Maroc** utilise des ressources publiques pour attirer les investissements privés, en offrant des subventions dans les domaines de la restauration des terres, des systèmes d'irrigation et de la transformation agricole. Ces incitations encouragent les acteurs privés à participer au développement agricole à long terme. Les subventions post-investissement couvrent de 70 à 100 % des coûts des principaux intrants agricoles tels que les machines, l'irrigation et les semences certifiées, et les fonds sont remboursés aux agriculteurs ou aux agrégateurs après vérification de l'investissement.

Au **Rwanda**, la Banque de Développement du Rwanda et l'Autorité des marchés financiers ont été créées afin de stimuler le développement du secteur financier pour la mobilisation des capitaux, tandis que le Fonds National d'Investissement du Rwanda (*Rwanda National Investment Trust - RNIT*) encourage une culture de l'épargne à travers des campagnes d'éducation financière et la mobilisation

de l'épargne. Les associations villageoises d'épargne et de crédit améliorent l'inclusion financière dans le pays, car elles améliorent l'accès des petits exploitants agricoles aux financements.

Prof. Joachim von Braun, membre du Centre de recherche sur le développement (ZEF) de l'université de Bonn et Coprésident du Panel Malabo Montpellier a déclaré : « En se basant sur des exemples de réussite sur tout le continent, ce rapport fournit aux gouvernements africains et aux partenaires de développement une feuille de route précise pour mobiliser des financements de manière innovante en faveur de la transformation des systèmes agroalimentaires. Il est pertinent pour la mise en œuvre de la Déclaration de Kampala de 2025 et devrait aussi relancer les financements publics provenant des partenaires au développement en faveur des systèmes agroalimentaires, car il souligne les opportunités majeures de développement. »

Le Panel Malabo Montpellier s'appuie sur les expériences des trois pays étudiés pour mettre en évidence les facteurs clés à l'origine de leur réussite et établir un programme d'action en cinq points :

- **Débloquer le financement national grâce à des mesures incitatives, à la réduction des risques et à la création de partenariats :** Les mécanismes de réduction des risques (tels que les garanties de crédit) peuvent être utilisés dans les systèmes de financement du secteur agroalimentaire afin de réduire les risques liés à l'investissement et d'encourager une plus grande participation du secteur privé. Ils incitent également les institutions financières nationales telles que les banques, les fonds de pension, les assureurs et les coopératives, à canaliser leurs ressources vers les chaînes de valeur agroalimentaires. Parallèlement, les réformes foncières, les subventions judicieuses et le renforcement des coopératives agricoles peuvent contribuer à améliorer la solvabilité bancaire des petits exploitants agricoles et des PME du secteur.
- **Promouvoir et mieux faire connaître les mécanismes de financement innovants :** Il convient de mener des actions de sensibilisation auprès des principales parties prenantes du continent, en particulier les décideurs politiques et les acteurs du secteur privé, tout en apportant un appui renforcé à la recherche sur les nouveaux produits financiers. Cela permettra de constituer une base de données solide sur leur impact, leur évolutivité et leur rentabilité et de contribuer ainsi à transformer efficacement les systèmes agroalimentaires de la région. Par ailleurs, il serait bénéfique de mettre en place des campagnes de sensibilisation dédiées à ces nouveaux mécanismes de financement et d'encourager le partage d'expérience entre pairs.
- **Renforcer les capacités institutionnelles et techniques :** Les ministères de l'Agriculture et les agences gouvernementales continuent de se heurter à des obstacles liés à la planification, à la budgétisation et au suivi, ce qui limite leur capacité à mobiliser et à gérer des investissements à grande échelle. Une formation ciblée destinée aux institutions spécialisées dans les finances publiques, notamment les banques de développement et les autorités chargées des investissements, permettra de renforcer la capacité à élaborer et à gérer de nouveaux types d'instruments financiers.

- **Comblent le fossé en matière d'accès aux services bancaires formels :** Les gouvernements africains ont la possibilité de mettre en œuvre des mesures ciblées au sein des systèmes agroalimentaires afin de favoriser l'accès à la finance numérique, de remédier aux insuffisances en matière d'infrastructures, de lever les obstacles réglementaires et de lutter contre l'exclusion financière, tout en développant les compétences numériques et en renforçant la confiance des utilisateurs parmi leurs citoyens. Dans les zones où l'accès à Internet est limité, il est possible de promouvoir des solutions mobiles telles que les plateformes de financement participatif via SMS ou USSD, tout en mettant l'accent sur le renforcement des infrastructures numériques et l'amélioration de l'interopérabilité des systèmes de paiement mobile, afin d'aider les entrepreneurs exclus du système bancaire formel à accéder aux services financiers.
- **Harmoniser le financement du secteur agroalimentaire avec l'intégration du développement rural :** Les efforts visant à améliorer le financement des systèmes agroalimentaires en Afrique doivent s'appuyer sur des Plans Nationaux d'Investissement Agricole (PNIA) bien chiffrés et fondés sur des données probantes, qui reflètent les priorités nationales en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, de résilience climatique et de commerce. L'adoption d'une approche intégrée liant le financement du secteur agroalimentaire aux exigences plus globales du développement rural et assurant une coordination entre les ressources publiques/externes et les PNIA, permettra d'améliorer l'efficacité des interventions et de mobiliser un soutien élargi des partenaires au développement, y compris dans un contexte de baisse des aides provenant des donateurs.

Étant donné que le secteur agroalimentaire représente près de 65 % de l'emploi total en Afrique, la nécessité d'assurer sa croissance et sa durabilité à long terme n'a jamais été aussi cruciale. Les recommandations du rapport sont conformes à la Déclaration de Kampala de l'Union africaine sur le PDDAA, qui définit un [agenda](#) continental pour la prochaine décennie de mise en œuvre du Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture en Afrique (PDDAA). La Déclaration comprend un engagement à promouvoir les investissements et le financement pour accélérer la transformation des systèmes agroalimentaires, avec l'ambition de mobiliser 100 milliards de dollars US d'investissements publics et privés en faveur des systèmes agroalimentaires africains d'ici 2035.

Contact pour les médias

Dr Layih Butake

Directrice de la Communication et de la Sensibilisation, AKADEMIYA2063

lbutake@akademiya2063.org

À propos du Panel Malabo Montpellier

Le Panel Malabo Montpellier réunit 13 éminents experts spécialisés en agriculture, en ingénierie, en écologie, en nutrition et en sécurité alimentaire. Son objectif est d'orienter les choix de politiques des gouvernements africains afin d'accélérer les progrès vers la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition. Pour ce faire, le Panel identifie les domaines dans lesquels des progrès et des changements positifs ont été réalisés sur le continent et évalue les expériences singulières des pays les plus performants. Il identifie les innovations institutionnelles et politiques ainsi que les interventions programmatiques que d'autres pays peuvent reproduire et transposer à plus grande échelle. Le Forum associé au Panel Malabo Montpellier offre une plateforme pour la promotion de l'innovation en matière de politique. Il utilise les données produites par le Panel pour faciliter le dialogue entre les décideurs de haut niveau sur des questions liées à l'agriculture, à la nutrition et à la sécurité alimentaire en Afrique. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web : www.mamopanel.org.